

PROVINCE QUE QUÉBEC

VILLE DE SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC

RÈGLEMENT NUMÉRO 569

RÈGLEMENT INTERDISANT LA CIRCULATION DES CAMIONS, DES VÉHICULES DE TRANSPORT D'ÉQUIPEMENT ET DES VÉHICULES-OUTILS

Séance régulière du conseil municipal de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, tenue le 9 juillet 2003 à 20 h 00, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, située au 3000, chemin d'Oka, Sainte-Marthe-sur-le-Lac.

Sont présents :

M. Richard Thouin, conseiller
Mme Lynda Laprise, conseillère
M. Olivier Hamel, conseiller
Mme Marie-Josée Nuckle, conseillère
M. Richard Paquette, conseiller
M. Denis Polisen, conseiller

formant le quorum du conseil sous la présidence de la mairesse Mme Lucie Leblanc.

Est aussi présent :

M. Luc Bouchard, directeur général - greffier

ATTENDU QUE le 5^e paragraphe de l'article 626 du *Code de la Sécurité Routière* (L.R.Q., c. C-24.2) permet à la municipalité d'adopter un règlement pour prohiber la circulation des véhicules routiers sur son territoire ;

ATTENDU QU'il est nécessaire de réglementer la circulation des camions, des véhicules de transport d'équipement et des véhicules outils sur les chemins publics dont l'entretien est à la charge de la municipalité, afin d'assurer la protection du réseau routier, la sécurité des citoyens et la tranquillité des secteurs résidentiels ;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a dûment été donné lors d'une séance tenue le 11 juin 2003 ;

LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1.-

Le présent règlement porte le titre de « Règlement relatif à la circulation des camions, des véhicules de transport d'équipement et des véhicules-outils et le préambule qui précède en fait partie intégrante.

ARTICLE 2.- DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

Camion : un véhicule routier, d'une masse nette de plus de 3 000 kg fabriqué uniquement pour le transport de biens, d'un équipement qui est fixé en permanence et de biens ;

Véhicule-outil : un véhicule routier, autre qu'un véhicule monté sur un châssis de camion, fabriqué pour effectuer un travail et dont le poste de travail est intégré au poste de conduite du véhicule. Pour les fins de cette définition, un châssis de camion est un cadre muni de l'ensemble des composantes mécaniques qui doivent se retrouver sur un véhicule routier fabriqué pour le transport de personnes, de marchandises ou d'un équipement ;

Véhicule de transport d'équipement : un véhicule routier dont la masse nette est de plus de 3 000 kg utilisé uniquement pour le transport d'un équipement qui y est fixé en permanence et de ses accessoires de fonctionnement. Ne sont pas visés par cette définition les véhicules d'urgence et les véhicules servant ou pouvant servir au transport d'autres biens ;

Véhicule routier : un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin ; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails et les fauteuils roulants mus électriquement ; les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers ;

Livraison locale : la livraison effectuée dans une zone de circulation interdite et signalisée par un panneau qui autorise les conducteurs de camion, de véhicule de transport d'équipement et de véhicule-outil à circuler dans cette zone de circulation interdite afin d'effectuer l'une ou l'autre des tâches suivantes sur cette route :

- prendre ou livrer un bien ;
- fournir un service ;
- exécuter un travail ;
- faire réparer le véhicule ;
- conduire le véhicule à son point d'attache ;

Point d'attache : le point d'attache du véhicule fait référence au lieu d'affaires de l'entreprise, c'est-à-dire au lieu de remisage du véhicule, au bureau, à l'entrepôt, au garage, ou au stationnement de l'entreprise.

ARTICLE 3.-

La circulation des camions, des véhicules de transport d'équipement et des véhicules-outils est interdite sur l'ensemble du territoire de la Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, à l'exception du boulevard des Promenades, entre les limites de Deux-Montagnes et le boulevard des Pins.

ARTICLE 4.-

L'article 3 ne s'applique pas aux camions, aux véhicules de transport d'équipement et aux véhicules-outils qui doivent se rendre à un point auquel ils ne peuvent accéder qu'en pénétrant dans la zone de circulation interdite afin d'y effectuer l'une ou l'autre des tâches visées par la livraison locale.

En outre, il ne s'applique pas :

- a) aux véhicules hors normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès au chemin interdit ;
- b) à la machinerie agricole, aux tracteurs de ferme, et aux véhicules de ferme au sens du Règlement sur l'immatriculation des véhicules routiers (décret 1420-91 du 16 octobre 1991) ;

c) aux dépanneuses.

Les exceptions prévues dans le présent article sont indiquées par une signalisation du type P-130 ou P-130-20 autorisant la livraison locale.

ARTICLE 5.-

À moins d'indications contraires sur le plan annexé au présent règlement, chaque chemin interdit ou partie de chemin interdit forme une zone de circulation interdite.

Toutefois, s'ils sont contigus, ils forment une même zone de circulation interdite.

Lorsque lesdits chemins et un chemin interdit que le ministère des Transports ou une autre municipalité entretient sont contigus, ils font partie, à moins d'indications contraires, d'une zone de circulation interdite commune comprenant tous les chemins interdits contigus.

La zone de circulation interdite est délimitée par des panneaux de signalisation qui doivent être installés, conformément au plan annexé au présent règlement, aux extrémités des chemins interdits qui en font partie, à leur intersection avec un chemin où la circulation est permise. Ces panneaux de signalisation doivent être du type P-130-1, auquel est joint le panneau P-130-P, ou du type P-130-20.

Ailleurs qu'aux extrémités de la zone de circulation interdite, les chemins interdits peuvent être indiqués par une signalisation d'information du type P-130-24 qui rappelle la prescription P-130-P ou P-130-20, notamment aux extrémités du territoire municipal.

ARTICLE 6.-

Quiconque contrevient à l'article 3 commet une infraction et est passible d'une amende identique à celle qui est prévue au *Code de Sécurité routière* (L.R.Q., c. C-24.2).

ARTICLE 7.-

Le présent règlement entrera en vigueur dès qu'il aura reçu l'approbation du ministre des Transports, conformément à l'article 627 du *Code de Sécurité routière*.

MAIRESSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL -GREFFIER